

Bulletin d'information  
n° 67 / mai 2010

## Les syndicats honduriens après le putsch



Invité par le SOLIFONDS, Carlos H. Reyes, président du syndicat STIBYS, séjournera en Suisse à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai. Candidat du mouvement populaire à l'élection

présidentielle en 2009, il a retiré sa candidature en automne, lorsqu'il est apparu que le scrutin serait organisé de manière illégitime par le gouvernement Micheletti, qui s'est imposé au pouvoir suite au putsch militaire.

Carlos H. Reyes est l'un des principaux représentants du vaste front de résistance (Frente Nacional de la Resistencia Popular, FNRP). Les organisations réunies au sein de ce front demandent une assemblée constituante et s'engagent ainsi pour la démocratisation du pays et la justice sociale.

Carlos H. Reyes rendra compte de la situation actuelle au Honduras, de la répression et des assassinats: trois syndicalistes ont été tués pendant le seul mois de février. Il évoquera aussi le combat des syndicats et la résistance populaire, de même que l'importance des événements honduriens pour toute l'Amérique latine:

**Genève:** lundi 26 avril, 19 h 30,  
Maison des Associations,  
15, rue des Savoises

**Bâle:** mercredi 28 avril, 19 h 30,  
Volkshaus, Rebeggasse 12

**Berne:** jeudi 29 avril, 19 h 30,  
Progr, Waisenhausplatz 30

**Saint-Gall:** vendredi 30 avril, 19 h 30,  
restaurant Dufour, Bahnhofstr. 19

**Zurich:** dimanche 2 mai, 14 h 30,  
Zeughaus 5 (Fête du 1<sup>er</sup> Mai)

Carlos Reyes prononcera aussi une allocution lors du 1<sup>er</sup> Mai à Bâle, vers 11 heures à la place du Marché.

SOLIFONDS  
Quellenstrasse 25  
Case postale  
CH-8031 Zurich  
Tél. 044 272 60 37  
Fax 044 272 11 18  
mail@solifonds.ch  
www.solifonds.ch  
CP 80-7761-7

## Campagne du 1<sup>er</sup> Mai

### Une radio pour la démocratie et la justice sociale

Honduras: les syndicats et le mouvement de résistance ont besoin de se faire entendre dans tout le pays



Au Honduras, le peuple défend la démocratie et la justice sociale contre les putschistes.

Photo: Giorgio Trucchi - Rel-UITA

Honduras, 28 septembre 2009. Radio Globo et la télévision Canal 36 se sont tués. Des unités de l'armée ont pénétré de force dans leurs locaux pour s'emparer de leurs ordinateurs et de leurs émetteurs. Depuis le putsch de juin dernier, les deux médias avaient diffusé des informations sur ce coup d'Etat militaire, ses dessous et ses commanditaires, de même que sur le vaste mouvement populaire de résistance. Outre des radios locales, c'étaient les deux principaux moyens de communication de la résistance hondurienne.

La population ne s'est pas laissé démonter pour autant. Grâce aux SMS et à des canaux d'informations propres aux quartiers, la mobilisation de la résistance n'a rien perdu de son efficacité. Le silence des médias occidentaux, alors que des centaines de milliers de femmes et d'hommes défilaient dans la rue, met le doigt sur un problème de fond qui place la résistance hondurienne face à de sérieuses difficultés: la mainmise de quelques grands groupes sur la diffusion de l'information. Alors qu'au Honduras, les médias ne parlent tout simplement pas de l'opposition au putsch et au simulacre d'élections organisé à la fin de l'année dernière, on nous sert ici des informations biaisées, selon lesquelles le coup d'Etat a été motivé par des manœuvres du président Zelaya afin d'assurer sa réélection. Nul n'évoque la lutte menée depuis des années par les organisations populaires pour mettre sur pied une Assemblée constituante. Or c'est ces efforts que le putsch visait à anéantir.

«Syndicats, organisations populaires, autochtones, groupements de femmes et d'homosexuels, jeunes et vieux se sont unis afin de lutter pour la démocratie et la justice sociale. Et ils ne reculeront pas.» Voilà les propos de Bertha Oliva, qui milite en faveur des droits humains. Elle a aussitôt ajouté que nous devons nous battre ensemble contre la désinformation et pour la liberté d'expression. «Le droit à une information indépendante est l'un des principaux droits humains.» Les organisations populaires et surtout les syndicats œuvrent dans ce sens: ils veulent fonder une radio à l'échelle nationale et nous ont priés de soutenir ce projet.

## Honduras – répression accrue contre les partisans de la démocratie

«Le Honduras n'a rien de démocratique», a constaté Bertha Oliva, militante des droits humains, lors d'une conférence à Zurich. «Le gouvernement n'a aucune légitimité; il n'a pas été élu par le peuple.» Le nouveau président, Porfirio Lobo, a été porté au pouvoir en novembre dernier, au terme d'élections orchestrées par les putschistes, supervisées par l'armée et largement boycottées par la population.



La brutalité est de mise, même contre les médias. Photo: PD

Depuis son entrée en fonction, le 27 janvier 2010, lui et son gouvernement s'efforcent de donner l'illusion de la normalité, tentant ainsi de reconquérir la reconnaissance de la communauté internationale. Avant l'arrivée au pouvoir de Porfirio Lobo, une amnistie générale, décrétée fort à propos, a libéré les putschistes de toute accusation.

Pendant ce temps, la répression des mouvements populaires se poursuit: des activistes du vaste front national de résistance populaire (FNRP) sont l'objet d'intimidations et d'arrestations arbitraires, les manifestations pacifiques sont dispersées avec brutalité et des attentats ont déjà coûté la vie à plusieurs syndicalistes (lire texte ci-contre). Dans le nord du pays, des commandos engagés par de grands propriétaires fonciers ont chassé des petits paysans de chez eux. Bertha Oliva l'a d'ailleurs souligné: c'est un climat de répression et de désinformation qui règne au Honduras. En un seul mois de nouveau régime, l'organisation de défense des droits humains qu'elle dirige (COFADEH) a relevé plus de 245 violations de ces droits.

Selon le front de résistance, il est évident que seule une assemblée constituante est à même de démocratiser le pays. Le 28 juin prochain, premier anniversaire du putsch, le mouvement prévoit donc de demander au peuple s'il souhaite une telle assemblée.

## Depuis le putsch, on veut faire taire les syndicats



Syndicats et organisations populaires ne se laissent pas démoraliser et poursuivent la lutte: «Nous avons faim et soif de justice» Photo: PD

Des entreprises honduriennes ont profité du coup d'Etat pour s'attaquer aux syndicats et démanteler les normes du travail. «En luttant pied à pied, nous avons obtenu des progrès. Après le 28 juin 2009, on nous a renvoyés des années en arrière», a expliqué Porfirio Ponce, vice-président du syndicat STIBYS (Syndicat des travailleurs de l'industrie des boissons et des secteurs connexes).

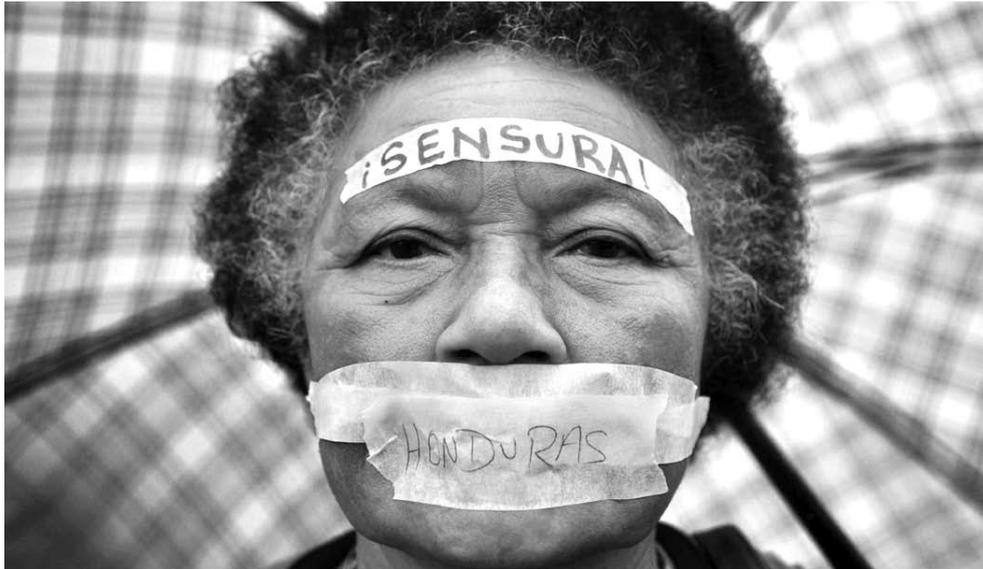
L'externalisation de certaines étapes de travail et le travail temporaire sont depuis longtemps choses courantes au Honduras. Les entrepreneurs y recourent pour ne pas payer les salaires minimaux. Dans la production de sucre, on compte ainsi 31 emplois précaires pour chaque poste fixe, la proportion étant de 17 à 1 dans les *maquillas* (zones d'exportation). Les tentatives d'organiser les ouvrières et les ouvriers se heurtent à des obstacles de taille. La société Star, sous-traitant de marques de sport comme Nike, n'a ainsi reconnu le syndicat Sitrastar qu'au terme de longs conflits. Et toute forme de structure syndicale est pour ainsi dire absente de la plupart des entreprises employant une forte proportion de temporaires.

Il en va autrement dans le secteur des boissons. Le syndicat STIBYS a en effet obtenu un contrat de durée indéterminée pour 90% des travailleuses et des travailleurs. Il n'en œuvre pas moins dans un climat hostile au syndicalisme. Les brasseries, les distilleries d'eau-de-vie et de rhum ainsi que les usines de mise en bouteilles d'eau et de boissons sucrées où le syndicat est présent appartiennent en majorité à des multinationales, telle Coca Cola. Dans ces conditions, le travail syndical est ardu: le STIBYS est le seul syndicat dans ce secteur en Amérique centrale.

Il s'est d'emblée montré très actif au sein du front de résistance FNRP. Auparavant, il avait déjà lutté contre des privatisations et, s'étant allié avec d'autres syndicats, il avait obtenu du président renversé, Manuel Zelaya, qu'il augmente le salaire minimum au Honduras.

Depuis le putsch, les activistes des mouvements de résistance sont la cible de persécutions et d'intimidations accrues. En février 2010, premier mois après l'entrée en fonction de Porfirio Lobo, deux dirigeantes et un dirigeant syndicaux ont été assassinés. Le même mois, la maison où vit le vice-président du STIBYS a été fouillée et saccagée, et son ordinateur a été volé.

## Une radio pour donner de la voix à la résistance!



Le Honduras n'a pas besoin de censure, mais d'une voix pour le peuple.

Photo: PD

« Nous voulons mettre sur pied une radio à l'échelle nationale, pour renforcer la résistance. » C'est ce que Carlos H. Reyes, président du syndicat STIBYS et représentant du front de résistance populaire au Honduras (FNRP), a écrit dans un courrier adressé au SOLIFONDS.

Avant le putsch, une poignée de propriétaires contrôlaient déjà les moyens de communication. Depuis, la pression s'est encore accrue sur les médias indépendants. L'automne dernier, l'armée a fermé une radio et une télévision qui diffusaient des informations sur la résistance. Les journalistes critiques sont régulièrement victimes d'exactions: au début de l'année, deux cameramen ont été enlevés et torturés par des policiers en civil, une radio locale désapprouvant les auteurs du coup d'Etat a été incendiée et les collaborateurs d'une autre radio locale ont reçu des menaces.

Dans la situation actuelle, il est crucial d'aider les mouvements de résistance à dénoncer la démocratie de façade qui règne dans le pays. Ce n'est pas important pour le Honduras seulement, mais pour toute l'Amérique latine. Car on peut craindre que les élites économiques de la région, allergiques à toute forme de démocratisation, ne suivent l'exemple hondurien si le gouvernement issu des pseudo-élections organisées par les putschistes devait parvenir à ses fins et obtenir une reconnaissance internationale.

## Reconnaissance de facto par la Suisse

A une lettre de l'Union syndicale suisse demandant au Conseil fédéral de ne pas reconnaître le résultat des élections putschistes au Honduras, la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey a répondu en invoquant le principe selon lequel la Suisse reconnaît des Etats et non des gouvernements. En réponse à une question du conseiller national Geri Müller, Micheline Calmy-Rey a de plus affirmé, le 7 décembre 2009, que la Suisse n'a jamais envisagé de reconnaître Porfirio Lobo, déclaré vainqueur des élections. Interrogée par le conseiller national Carlo Sommaruga sur la poursuite de la coopération au développement avec le Honduras, elle a expliqué que la Suisse allait se concentrer sur des partenaires de projet non gouvernementaux. Malgré ces déclarations très fermes, le 27 janvier 2010, la Suisse a envoyé une délégation assister à la cérémonie d'investiture du nouveau président. Bien que les membres de la délégation ne fussent pas de haut rang, la Suisse a ainsi fait connaître sa position et reconnu de facto le gouvernement illégitime.

**Pour faire entendre sa voix dans tout le pays, la résistance hondurienne a besoin de notre solidarité.**

**Merci de votre soutien!**

Empfangsschein / Récépissé / Ricevuta

⊕ Einzahlung Giro ⊕

⊕ Versement Virement ⊕

⊕ Versamento Girata ⊕

Einzahlung für / Versement pour / Versamento per

Einzahlung für / Versement pour / Versamento per

Zahlungszweck / Motif versement / Motivo versamento

**SOLIFONDS**  
Fonds de solidarité pour  
la libération sociale dans le  
tiers-monde, Neuchâtel  
Zürich

**SOLIFONDS**  
Fonds de solidarité pour  
la libération sociale dans le  
tiers-monde, Neuchâtel  
Zürich

**1<sup>er</sup> Mai – Honduras:**  
**une radio pour la résistance**

- Je souhaite une confirmation de ce don  
 .....



Konto / Compte / Conto **80-7761-7**  
**CHF**

Konto / Compte / Conto **80-7761-7**  
**CHF**

Einbezahlt von / Versé par / Versato da

□ □ □ □ □ □ □ □ . □ □

□ □ □ □ □ □ □ □ . □ □

Einbezahlt von / Versé par / Versato da

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

105



Die Annahmestelle  
L'office de dépôt  
L'ufficio d'accettazione

800077617>

800077617>

## **Le vent a fini par tourner: Lucky Gems n'a pas exposé à Baselworld**



Monina Wong du LAC et deux tailleurs de pierres précieuses atteints de silicose, Weizhong Li et Yonghong Deng : enfin un premier succès!  
Photo: SOLIFONDS/yz

Il a fallu cinq ans pour en arriver là. Cinq années pendant lesquelles les tailleurs chinois de pierres précieuses n'ont cessé, avec l'appui du SOLIFONDS et d'Unia, de dénoncer la présence de la compagnie hongkongaise Lucky Gems au Salon mondial de l'horlogerie et de la bijouterie (Baselworld), à Bâle. Ils ont enfin été entendus: depuis que le salon existe, c'est la première fois qu'une société n'a pas été admise parmi les exposants.

Cause de cet événement historique? Les conditions de travail dans les ateliers où l'on taille et polit les pierres précieuses: les travailleuses et les travailleurs sont exposés sans protection à la poussière très fine et nombre d'entre eux développent la silicose, maladie mortelle des poumons. C'est le cas de Weizhong Li et de Yonghong Deng, venus en Suisse au mois de mars sur invitation du SOLIFONDS et d'Unia. Avec le soutien de l'ONG hongkongaise Labour Action China (LAC), Li et Deng se battent depuis des années afin que Lucky Gems les indemnise. Cela n'a rien de facile, car l'entreprise licencie ses employés au moindre soupçon de silicose. Si la maladie se déclare par la suite, ils ont d'autant plus de peine à prouver qu'ils l'ont contractée chez Lucky Gems. Au terme de plusieurs années de procédure, un tribunal chinois a condamné la compagnie à verser une indemnité à certains malades. Comme elle met tout en œuvre pour se soustraire à son obligation, les personnes concernées attendent toujours leur dû.

La décision de Baselworld a cependant acculé l'entreprise: également exclue d'une foire d'exposition à Hongkong, elle a accepté pour la première fois d'entrer en discussion avec la LAC et les travailleurs atteints dans leur santé. Si elle veut retrouver sa place parmi les exposants – c'est du moins ce qui est ressorti de l'entretien qu'une délégation de la LAC a eu avec la direction de Baselworld – Lucky Gems ne doit pas seulement s'acquitter des indemnités en souffrance, mais aussi améliorer nettement ses conditions de travail, afin d'éviter de nouveaux cas de silicose. Elle devra en outre assumer ses responsabilités face à nombre d'autres ouvriers malades.

Cédant à la pression constante des syndicats et du SOLIFONDS, le salon bâlois a fini par exclure Lucky Gems et a ainsi statué pour l'exemple. Car d'autres exposants pourraient se sentir visés: Monina Wong, de la LAC, a souligné que si Lucky Gems est certes l'entreprise dont on connaît le mieux les méfaits, elle est loin d'être la seule à se moquer comme d'une guigne de la santé de ses employés.

## **Guinée Conakry – Rabiadou Diallo présidera le parlement**

Lorsque nous avons rencontré Rabiadou Diallo pour la première fois, il y a plus de trois ans, afin d'envisager un éventuel soutien du SOLIFONDS aux syndicats de Guinée, la secrétaire générale de la Confédération nationale de la Guinée (CNTG) n'a cessé d'insister sur un point: il fallait éviter à tout prix que des conflits ethniques ou religieux n'éclatent dans son pays. A son avis, il s'en suivrait une guerre civile qui pourrait embraser toute l'Afrique occidentale.



Ses craintes étaient loin d'être infondées, car le régime Conte était alors gravement affaibli par deux mois de grève générale et le pouvoir commençait à susciter des convoitises. Emménés par le capitaine Dadis, les militaires ont fini par s'imposer en renversant le gouvernement.

Moussa Dadis ayant été destitué après l'attentat dont il fut la cible fin 2009, la Guinée semble entamer un nouveau chapitre de son histoire. L'armée a été contrainte de convoquer un parlement de transition, où les principales forces politiques et sociales du pays sont représentées et qui a pour seule tâche d'organiser cet été des élections libres et transparentes. Rabiadou Diallo a été désignée pour présider cette assemblée. Elle mettra tout en œuvre pour que le nouveau chapitre de l'histoire guinéenne soit placé sous le signe de la démocratie, mot-clé de l'action de soutien menée en 2007 par le SOLIFONDS en faveur de la CNTG.

### **SOLIFONDS - Bulletin d'information**

Edition: Fondation «Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde»

Rédaction:  
Urs Sekinger, Yvonne Zimmermann

Traduction: Milena Hrdina, Moutier

Impression: printoset, Zurich